



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône-Alpes  
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

**DÉCISION N° 20231218-DEC-DAEN1133  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT APRÈS  
EXAMEN AU CAS PAR CAS SUR LE PROJET DÉNOMMÉ « AUGMENTATION DE LA  
CAPACITÉ DE PRODUCTION »**

**SOCIÉTÉ SOLE MIO – MALISSARD**

**Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur**

VU la directive n° 2014/52/UE du 16 avril 2014 du parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n°26-2023-08-21-00004 du 21 août 2023 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MOREAU ;

VU la demande enregistrée sous le n° 2023 0456 déposée complète le 17 octobre 2023 par la société SOLE MIO et publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme ;

CONSIDÉRANT que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation production est principalement susceptible d'avoir un impact sur la gestion de la ressource en eau, les rejets aqueux, le bruit, les émissions lumineuses, les rejets atmosphériques, le trafic, les risques technologiques, la santé humaine, la production de déchets et la consommation d'énergie ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la catégorie 1 – PROJETS soumis à examen au cas par cas – a) et b) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et de l'article R.122-2 II de ce même code ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé justifiant une évaluation environnementale autres que ceux qui seront évalués dans le dossier d'étude d'incidence.

## DÉCIDE

### Article 1 : Décision

Le projet d'augmentation de la production sur la commune de Malissard, présenté par la société SOLE MIO, **n'est pas soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

La décision tacite, née le 6 novembre 2023, soumettant à évaluation environnementale le projet d'augmentation de la production sur la commune de Malissard, présenté par la société SOLE MIO, enregistré sous le numéro 2023 0456, est retirée.

### Article 2 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### Article 3 : Délais et voies de recours

Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

### Article 4 : Publication

La présente décision sera notifiée à la société SOLE MIO et sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le **21 DEC. 2023**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU